

# La sauvegarde des fonds de journaux

## Le partenariat des bibliothèques dans la reproduction des collections

par Else Delaunay

*Bibliothèque nationale de France*

### **La presse indispensable aux chercheurs**

Il n'est plus besoin de rappeler les problèmes de conservation et de communication que suscite la presse, tout particulièrement quand il s'agit de fonds anciens. Tout ou presque a déjà été dit sur les raisons de la fragilité particulière du journal : papier et impression de qualité médiocre (papier acide, encre instable), grandes dimensions des documents, absence de couvertures protectrices de chaque numéro...

Or, la presse est devenue une source inestimable d'informations pour les chercheurs, historiens et sociologues notamment. En effet, la presse procure, au jour le jour ou semaine après semaine, toute l'actualité sur la politique, l'économie, la vie sociale du pays ou des régions, les événements internationaux, mais elle traite aussi des faits divers, présente la mode, la publicité, etc. Il est donc possible de faire une lecture historique très variée à travers les journaux pour se faire une idée assez complète et vivante d'une nation, d'un peuple, d'une région, et pour connaître les options, les goûts, les rejets aussi...

Pour toutes ces raisons, les chercheurs se sont tournés vers la presse. Depuis 1945, le journal est devenu un document à consultation intensive dans les bibliothèques. Dès les années soixante, la Bibliothèque nationale a pris conscience de la pression de plus en plus forte de la communication des

journaux et de l'usure des documents qui s'en suivait inévitablement. Le fonds se dégradait rapidement et un moyen de sauvegarde devait être trouvé.

C'est ainsi que le Département des périodiques chargé de la conservation et de la communication de ce fonds a pris le virage du microfilm. Dès 1958, sur l'initiative du directeur de ce département, Jean Prinnet, la BN devint cofondateur de l'ACRPP (Association pour la conservation et la reproduction photographique de la presse), aujourd'hui bien connue de toutes les bibliothèques en France et à l'étranger. Depuis lors, et d'abord avec les collections de la BN, l'ACRPP a réalisé les microfilms de quelque 5 500 titres relevant, pour la plupart, de la presse (cf. *Catalogue de l'ACRPP*, 15<sup>e</sup> édition, 1995).

Si l'ACRPP a été le premier et, jusqu'à 1989, l'unique prestataire de microfilms du Département des périodiques, elle a également participé à de nombreuses opérations collectives de microfilmage, et tout d'abord celles qui furent entreprises et gérées par la Direction du livre et de la lecture à la demande des bibliothèques municipales.

### **La DLL et le microfilmage de la presse régionale ancienne**

En effet, en 1982 le Rapport Desgraves sur le patrimoine des bibliothèques françaises constatait l'ampleur et la gravité des dégra-

dations subies par ce patrimoine. On recherchait alors des solutions réalistes pour aboutir à la mise en place d'importantes campagnes de microfilmage des documents les plus atteints et, notamment, la presse des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. La DLL engageait alors un programme de microfilmage de cette presse régionale et locale qui allait prendre diverses formes :

- un marché conclu avec l'ACRPP en 1983 qui sera renouvelé régulièrement jusqu'à 1993, date à laquelle les crédits de la DLL seront déconcentrés (c'est-à-dire attribués directement aux collectivités locales) pour aider les régions à réaliser elles-mêmes leurs opérations de microfilmage de la presse locale ancienne. Les premières bibliothèques municipales à bénéficier de ce marché seront Bordeaux et Clermont-Ferrand suivies d'Arles, Montpellier, Roanne, Roubaix, Saint-Quentin, etc. ;
- des subventions accordées aux villes : pour les inciter à passer leurs propres marchés avec des façonniers locaux (Rouen, Le Havre, Poitiers), dans bien des cas les Archives départementales disposant d'un atelier de reproduction assurent alors le microfilmage des journaux régionaux ou locaux anciens, et pour la création d'un atelier de microfilmage dans le cadre même de la bibliothèque municipale (Grenoble, Orléans, Perpignan, Toulouse).

Une véritable coopération s'installe ainsi entre plusieurs organismes : BM, AD, BN (en dernier recours), le tout étant souvent facilité par l'information bibliographique

que fournit la *Bibliographie de la Presse française politique et d'information générale (1800-1944)* dont chaque fascicule est consacré à un département français et dont chaque notice comporte la cote et l'état de la collection conservée dans ces trois établissements.

En sens inverse, pour compléter ses collections à microfilmer, la BN a cherché à emprunter les documents manquant dans ses fonds le temps de la prise de vue (ex. *Le Progrès de Lyon* dont la BM de Lyon a prêté plusieurs années ; les *illustrés pour la jeunesse* dont le CNBDI, Centre national de la bande dessinée et de l'image, à Angoulême a souvent comblé les lacunes pour la réalisation des microfilms).

Dans sa convention avec la DLL, la BN s'était engagée à participer à ces opérations de microfilmage en achetant une duplication positive de tous les films réalisés par l'ACRPP pour le compte de la DLL et en payant à hauteur de 50 % le film négatif de première génération, propriété de la DLL. C'est ainsi que la BN a consacré chaque année quelque 400 000 F à l'achat de duplications positives de la presse régionale ancienne. Chaque fois que cela était nécessaire, elle a prêté les documents sollicités. À elle seule l'ACRPP a réalisé environ 13 800 bobines portant sur 466 titres au cours des onze années de marché avec la DLL.

Ce sont ces diverses opérations engagées par la DLL qui ont abouti à la rédaction du catalogue *Presse régionale française : catalogue collectif des périodiques microfilmés* dont la première édition fut publiée en 1987-1988 et son supplément en 1988-1989, puis la seconde édition en 1990. Il s'agit à la fois d'une refonte des deux publications précédentes et d'une mise à jour. Ce catalogue a été élaboré par Thierry Collin et Marie-Lise Tsagouria à la demande du Centre national de coopération des bibliothèques publiques à Massy. La seconde édition recense quelque 900 titres disponibles dans 77 établissements.

Quelle est la situation aujourd'hui ? Le microfilmage de la presse régionale ancienne se fait dans des conditions différentes : la maîtrise d'œuvre, qui jusque-là relevait de l'État, passe aux collectivités locales commanditaires exclusifs des prestations de service en matière de reproduction.

La part de l'État ne peut jamais dépasser 50 % du montant global de l'opération.

Elle est versée sous forme de subvention à l'organisme habilité à régler les factures du prestataire, après établissement définitif du dossier et signature de la convention de travail comprenant la répartition budgétaire. Sur demande, la DLL fournit aux organismes intéressés tous les documents nécessaires pour établir le dossier technique, choisir le prestataire et réaliser le montage financier d'une opération régionale de microfilmage.

Quant à la Bibliothèque nationale de France, elle accepte toujours de prêter les documents qui manqueraient dans les bibliothèques et archives de la région pour que le microfilm à réaliser soit aussi complet que possible. Les documents se prêtent toutefois dans des conditions un peu différentes, étant donné que le façonnier n'est plus l'ACRPP mais généralement un façonnier local ou une agence de coopération régionale.

En fait, après avoir pris connaissance de la convention relative au plan départemental de microfilmage de la presse ancienne (convention signée par les présidents du Conseil général et du Conseil régional, par les maires concernés et par les préfets du département et de la région) la BNF demande qu'une assurance soit contractée auprès de son assureur habituel pour chaque numéro prêté afin que les documents patrimoniaux soient protégés au maximum.

Les opérations régionales de microfilmage terminées ou en cours sont entre autres : Ille-et-Vilaine, 1991-1994 ; Pyrénées-Atlantiques, 1994 ; Finistère, 1994 ; Côtes-d'Armor, 1995-1998 ; Pays de la Loire, 1996-2000.

## L'ARMELL

L'ARMELL (Agence régionale des métiers du livre et de la lecture des Pays de la Loire), d'abord connue sous le sigle de l'ARCOB (Agence régionale de coopération entre bibliothèques), a pris le sigle de l'ARMELL et se définit comme une association régie par la loi de 1901, regroupant les bibliothèques de la région des Pays de la Loire (Sarthe, Mayenne, Maine-et-Loire, Loire-Atlantique, Vendée) qui ont choisi de travailler en commun. L'activité principale de l'association est la préservation du patrimoine écrit, en recourant notamment au microfilmage, en coopération avec la BNF.

En effet, l'atelier photographique de l'ARMELL est situé dans les locaux de la BNF au château de Sablé-sur-Sarthe depuis 1987. On y produit des microfilms de conservation ou de communication de haute qualité, conformes aux normes nationales et internationales. La BNF apporte une aide technique et l'appoint de ses propres documents. Les films de première génération sont conservés dans le magasin approprié de l'ARMELL, à Sablé.

Un catalogue des documents disponibles sur microfilm est publié régulièrement et comporte aussi un texte en anglais (première édition : 1989 ; dernière édition : juillet 1993-juin 1994). Pour ce qui concerne la presse et les périodiques, l'ARMELL a actuellement microfilmé une centaine de titres.

## Interbibly et l'atelier de microfilmage de Champagne-Ardenne

Cet atelier fut créé en 1989 à l'initiative de l'association Interbibly fondée en 1986 pour la préservation et la diffusion du patrimoine écrit conservé dans la région Champagne-Ardenne, par convention avec le département de l'Aube et la ville de Troyes. Il fut installé dans les locaux des Archives départementales de l'Aube où il a fonctionné jusqu'en 1991, date à laquelle a été publié le *Catalogue des microfilms, Imprimés-Manuscrits-Périodiques*. Le catalogue comporte onze titres importants de périodiques.

Les films ont été réalisés en trois générations : la première génération est conservée au Centre de conservation des archives d'Espéran, les négatifs de deuxième génération sont déposés aux Archives départementales de l'Aube alors que les positifs de communication de troisième génération ont été remis aux établissements qui conservent les documents originaux (BM de Chaumont, de Langres et de Charleville-Mézières ; AD de l'Aube et de la Haute-Marne).

D'autres agences ont été créées en vue de la conservation du patrimoine écrit mais elles n'ont généralement pas publié de catalogue ou de liste des titres filmés par leurs soins. L'ensemble des titres ayant fait l'objet d'un microfilm figure dans le catalogue *Presse régionale française* paru en 1990 (voir ci-dessus). Depuis lors, la

DLL n'a pas été en mesure de publier une nouvelle édition qui fait pourtant cruellement défaut. Elle permettrait de savoir ce qui se fait dans les régions en matière de microfilmage des journaux et éviterait ainsi à ceux qui en ont la charge tout risque de microfilmer deux fois le même titre. Une nouvelle édition de la *Presse régionale française* devrait être un objectif important pour la DLL.

## La situation à l'étranger

Il me paraît également utile de rappeler ici ce qui se fait à l'étranger pour ce qui concerne les programmes nationaux de microfilmage de la presse. En effet, il existe plusieurs programmes plus ou moins ambitieux. En Allemagne, l'*Institut für Zeitungsforschung* à Dortmund a microfilmé d'importants fonds de journaux anciens. En Suède et en Finlande, tous les journaux sont microfilmés systématiquement. Les fonds anciens font l'objet d'un microfilm suivant divers critères : état physique des collections, fréquence de communication, mais aussi certaines catégories de journaux ou des journaux relevant d'un certain thème ou d'une certaine époque historique.

Les deux programmes les plus ambitieux sont : United States Newspaper Program et Newsplan (Grande-Bretagne).

## USNP (United States Newspaper Program)

C'est le Programme national pour la conservation des journaux de l'Amérique du Nord par reproduction sur microfilm (35 mm). Il manifeste une réelle volonté de coopération nationale pour localiser, cataloguer, reproduire sur microfilm et rendre disponibles pour les chercheurs les journaux publiés aux États-Unis depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours.

Financé en partie par le **NEH** (National Endowment for the Humanities) et avec une assistance technique assurée par la Bibliothèque du Congrès comme la gestion même du Programme, le projet de chacun des cinquante États comprend le repérage des journaux, l'établissement d'une liste des fonds présents dans l'État, le catalogage, l'organisation et le financement, la sélection de titres à conserver en

priorité et leur reproduction sur microfilm, le traitement et le stockage des films conformément aux normes de conservation en vigueur. Les données bibliographiques et l'information sur les collections sont préparées pour la saisie afin de constituer une base gérée et maintenue par le programme CONSER (Cooperative Online Serials), un programme de coopération internationale. Une réunion des participants à l'USNP a lieu chaque année à la Bibliothèque du Congrès.

Pour soutenir ces activités le **NEH**, compte poursuivre son financement du Programme national jusqu'à la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. En 1995, le **NEH** avait déjà versé quelque trente millions de dollars pour constituer la base de données bibliographiques qui contiendra à terme environ 250 000 notices. Les derniers crédits seront remis à la Californie en 2004. À présent, quelque 54 millions de pages de journaux ont été reproduites. Dans la majorité des cas les États ne conservent pas la collection originale après microfilmage. Elle est détruite.

Des informations sur l'USNP sont disponibles sur Internet via les serveurs Gopher et World Wide Web (WWW).

## Le Newsplan en Grande-Bretagne

Le **Newsplan** est un plan comprenant plusieurs partenaires, destiné à sauvegarder, par reproduction sur microfilm, la presse britannique rétrospective ou courante. Depuis son lancement il y a environ dix ans et jusqu'à ce jour, onze programmes régionaux couvrant l'ensemble de la Grande-Bretagne et de l'Irlande sont prêts. Seule la région de Londres et du Sud-Est n'a pas encore publié son rapport de lancement.

Les programmes sont coordonnés par la British Library. Un comité de projet est mis en place pour rédiger le rapport de lancement qui comporte notamment la liste complète des journaux à reproduire et leurs localisations dans la région. Le rapport indique aussi les priorités, les titres ayant déjà fait l'objet d'un microfilm, etc. Chaque programme porte sur trois ans à partir de la publication du rapport de lancement. Le National Preservation Office (Office national pour la conservation) à la British Library assiste chaque

comité spécifique de ses conseils techniques (recherche de crédits, normes de micrographie à respecter, contrôle de qualité, etc.).

Le Newsplan constitue une commission du **LINC**, conseil pour la coopération dans les domaines des bibliothèques et de l'information. Le LINC réunit une conférence nationale du Newsplan tous les trois ans pour faire le point.

Le financement du Newsplan est à la charge des bibliothèques régionales et locales et de la British Library. Autre source possible de crédits : la fondation américaine **Mellon** qui finance déjà un vaste programme de reproduction en Grande-Bretagne, le Mellon Microfilming Project, mais celui-ci porte surtout sur d'autres types de documents.

## EROMM (European Register of Microform Masters)

Il convient de rappeler ici le programme européen pour la constitution d'une base de données concernant les films de première génération réalisés par les grandes bibliothèques, à savoir **EROMM**, catalogue européen de microformes mères. Il s'agit bien ici de partenariat à l'échelle européenne.

En raison du nombre grandissant de microformes réalisées depuis plus de vingt ans par les bibliothèques ou acquises auprès de producteurs commerciaux, le besoin d'élaborer des catalogues spécifiques s'est fait sentir. L'existence de quelques catalogues nationaux de microformes a alors incité la Commission des communautés européennes (DG XIII/B) à promouvoir leur mise en commun dans un seul catalogue à l'échelon de l'Europe.

La *Phase de préfiguration*, ou phase préparatoire, destinée à tester et à expérimenter les options retenues, dura de février 1991 à octobre 1993. Elle devait aussi préfigurer la seconde phase du projet par la recherche de partenaires commerciaux susceptibles d'assurer la viabilité à long terme du catalogue et de contribuer à son développement.

Quatre pays membres de la Communauté européenne, dont les bibliothèques nationales étaient déjà engagées dans une

politique de reproduction de leurs collections et de fabrication de catalogues de microformes, acceptèrent de constituer le groupe initial de la phase préparatoire :

- la France (Bibliothèque nationale) qui accepta d'assurer le pilotage de la phase préparatoire et la présidence du comité de gestion ;
- la Grande-Bretagne (British Library) ;
- le Portugal (Biblioteca Nacional) ;
- l'Allemagne (Herzog-August-Bibliothek à Wolfenbüttel, Universitätsbibliothek à Francfort et Staats- und Universitätsbibliothek à Göttingen).

La notice EROMM est en format UNIMARC, format international d'échange, pour uniformiser les notices des quatre partenaires. À la fin de la phase préparatoire, 45 164 notices étaient ainsi entrées dans la base OPALINE de la BNF. La Staats- und Universitätsbibliothek de Göttingen est chargée de coordonner le travail de la dernière étape de la phase préparatoire qui doit avant tout rechercher des soutiens financiers et de nouveaux partenaires parmi les bibliothèques qui réalisent ou font réaliser des microformes.

EROMM est donc de la plus grande importance puisqu'il permettra à terme de

savoir qui a fait quoi et où se procurer les films. Ceux-ci doivent bien sûr respecter toutes les normes internationales de fabrication et de stockage (norme de micrographie ISO 4087). Sinon ils ne peuvent figurer dans la base.

## Conclusion

Pour conclure je serai brève, car je pense avoir bien souligné les besoins qui se font sentir quand on doit gérer des programmes collectifs ou une véritable politique de reproduction. En fait, si l'on dispose aujourd'hui de toutes les normes et directives nécessaires pour bien prévoir la réalisation technique du microfilm, d'autres éléments font défaut ou sont difficiles à réunir :

- savoir ce qui se fait en matière de reproduction au moment même où l'on doit décider d'un programme (catalogues, bases de données...);
- avoir connaissance des possibilités financières pour pouvoir lancer un programme ;
- évaluer très précisément les besoins réels de moyens pour un programme donné ;

- connaître les façonnières de microformes de conservation et le niveau de leurs prestations ;
- localiser des collections pouvant être empruntées pour assurer la complétude des films.

On ne dira jamais assez combien il importe d'assurer avec vigilance le suivi d'une opération de microfilmage de la presse, depuis le montage du dossier financier jusqu'à la réception et la mise en place des films de sécurité et des duplications de travail et de communication. À cela j'ajouterai que, dans les bibliothèques ou les archives, ceux qui sont responsables de la reproduction devraient toujours garder le contact pour un échange régulier d'informations qui serait des plus bénéfiques pour nos programmes de reproduction.

Je voudrais aussi émettre le vœu qu'un jour prochain, comme cela se fait aux États-Unis et en Grande-Bretagne, un vrai programme national de reproduction de la presse française dans son ensemble puisse se mettre en place en France. Ce serait là un véritable partenariat entre organismes concernés.

## Enquête sur l'*Encyclopédie française*

L'Institut mémoires de l'édition contemporaine, où sont déposées les archives de l'historien Lucien Febvre, et le Groupe de recherche sur l'histoire des intellectuels (Institut d'histoire du temps présent, CNRS) organisent en mai 1997 un colloque consacré à : « Lucien Febvre et l'*Encyclopédie française* ».

L'*Encyclopédie française* attire les curiosités. La personnalité de son maître d'œuvre, Lucien Febvre, l'originalité de sa conception intellectuelle et matérielle (mise à jour perpétuelle), son point de vue « humaniste » qui fait d'elle l'*Encyclopédie* du Front populaire, la représentante du savoir démocratique, dans une conjoncture encyclopédique internationale favorable, mais marquée par l'empreinte de régimes politiques autoritaires (l'Italie fasciste et l'*Enciclopedia Italiana*, l'Allemagne nazie et la 15<sup>e</sup> édition du *Brockhaus*, l'URSS et la *Boltzaiā Sovietskaia Enziklopediia*), sont autant d'éléments qui expliquent cet intérêt.

En dépit des travaux existants sur l'*Encyclopédie française*, nous sommes encore assez peu renseignés sur le fonctionnement de cette entreprise lancée en 1933 par le ministre de l'Éducation nationale Anatole de Monzie, sur le mode de recrutement des collaborateurs et sur l'évolution de Lucien Febvre quant à la conception de son projet.

Enfin, la double destinée de l'*Encyclopédie*, succès intellectuel et insuccès matériel, suscite de nombreuses autres questions autour d'un projet éditorial dont il conviendrait de mesurer la diffusion, dans ses ambitions et dans ses résultats.

À cette fin, une enquête est lancée auprès des bibliothèques municipales classées, contrôlées et des bibliothèques universitaires existant en 1939, ainsi qu'aux bibliothèques municipales ayant bénéficié avant guerre de dons de la Caisse nationale de la recherche scientifique et de la Bibliothèque nationale. Les réponses au questionnaire devront permettre de mieux cerner l'audience effective d'une entreprise dont le prestige intellectuel n'a jamais été confronté à l'épreuve de la réception.

Institut mémoires de l'édition contemporaine  
25, rue de Lille  
75007 Paris  
Téléphone : (1) 42 61 29 29 – Télécopie : (1) 49 27 03 15